

De la complexité à la difficulté de comprendre le monde actuel

[Rodrigue Coutouly](#)

Les observateurs, les experts, les journalistes, les scientifiques, toutes ces professions ont pour objectifs de nous aider à comprendre le monde. Or, il devient chaque jour manifeste qu'ils n'arrivent plus à nous l'expliquer. La complexité croissante des sociétés humaines rend de plus en plus délicat le travail des observateurs censés le décrypter.

Comment expliquer ce processus inquiétant et comment lutter contre lui?

Si vous doutez que nous n'arrivons pas toujours à comprendre le monde dans lequel nous vivons, illustrons cette affirmation avec deux exemples.

Depuis des décennies, alors que la preuve est faite que la cigarette est particulièrement néfaste (une cigarette, c'est 11 minutes de vie en moins en moyenne), nous assistons à une résistance, en apparence, incompréhensible de la consommation qui continue de rester très importante alors que tout le monde connaît la nocivité du tabac, alors que la publicité pour le tabac est aujourd'hui très limitée.

Des études historiques récentes ont montré comment l'industrie du tabac a su résister à cette évidence de santé publique. Elle l'a faite, en acceptant cette évidence, mais en subventionnant les recherches qui montraient le rôle des pollutions dans les problèmes respiratoires des citoyens ou le rôle prétendument positif du goudron contre le diabète. Elle a su ainsi s'adapter en ouvrant des contre-feux, qui ont détourné le public de l'image néfaste du tabac, en multipliant les informations contradictoires, au point de perdre les consommateurs qui pouvaient toujours trouver des excuses (il y a plus néfaste, cela n'est finalement pas si grave, ...). Les industriels ont réussi leur stratégie en noyant le poisson! Le plus étonnant semble bien qu'il nous ait fallu cinquante ans pour qu'on l'analyse et qu'on le comprenne! Cinquante ans pendant lequel l'arsenal législatif, faute d'avoir pu connaître la stratégie des industriels, s'est révélé inefficace !

Autre exemple pris dans l'actualité récente: le débat sur la transition énergétique, lancé depuis quelques mois, se déroule d'une manière surprenante. Il est mené par des experts et des personnes passionnées par ces questions.

On y parle beaucoup d'efficacité énergétique et d'isolation, on se délecte de discours bien-pensant sur la fracture énergétique ("la transition sera sociale").

Et pourtant, nous disposons de bien peu de chiffres sur le coût estimé de cette transition. De manière assez étonnante, cette question du chiffrage financier n'est presque jamais évoquée. Or, la transition ne se fera pas, ou très peu, si on ne dispose pas des financements nécessaires aux énormes besoins d'infrastructures qu'elle réclame.

Cette évidence oubliée montre la cécité des, (pourtant !) experts de la question.

Pour comprendre pourquoi ce travail de clairvoyance est devenu impossible, nous allons prendre quelques exemples vécus.

Les trois premiers concernent les quartiers appelés sensibles et l'analyse qui y est faite de l'action d'un service public au sein de cet environnement "difficile".

1-une équipe d'inspecteurs vient sur le terrain pour une demi-journée et rencontre une équipe. Composés de hauts fonctionnaires brillants et expérimentés, dont la culture est aux antipodes du milieu qu'ils viennent observer, ils ne comprennent pas tous les enjeux du terrain. Leurs questions, leur angle d'analyse reflètent leurs visions préalables à leur visite. Ils ne conservent que les réponses qui leur conviennent, qui correspondent à leurs propres hypothèses, et se désintéressent des autres.

2-Un étudiant en sociologie réalise son master 2 dans un établissement public, où il s'immerge pendant plusieurs mois. Malgré ses qualités d'empathie et sa bonne volonté, son mémoire apparaît bien décevant: l'étudiant n'a pu en effet se débarrasser des représentations fausses sur le milieu qu'il venait analyser.

3-un audit est conduit sur un territoire "difficile". L'équipe de jeunes et très intelligents experts ne connaît pas le terrain et la culture du ministère qu'ils doivent évaluer et pour lequel ils doivent faire des propositions. Une après-midi de travail les rassemble ainsi qu'une vingtaine de cadres de l'administration évaluée. Mais les échanges se révèlent bientôt d'une très grande pauvreté.

Les questions des experts, presque naïves, démontrent qu'il s'agit pour eux de se former car ils ne connaissent pas le terrain et les rouages complexes d'une administration qui possède ses propres codes et habits.

Autre observation intéressante : les prises de parole variées révèlent parfois des remarques faites par certains cadres d'une grande pauvreté d'analyse, alors qu'ils sont pourtant des praticiens d'une grande valeur.

Ce travail de formation de deux experts par vingt cadres aura coûté ... 8000 euros! C'est le poids de la masse salariale de

vingt cadres pour une demi-journée de travail! Un vrai gâchis d'argent public! (mais ce genre d'opération peut aussi se rencontrer dans la sphère des entreprises privées).

Ce qui est commun à ces trois exemples, issus de situations vécues, c'est l'incapacité des trois démarches utilisées par les différents acteurs, et pourtant variés, d'analyser le réel. **Dans chacune de ces situations, il est devenu impossible de comprendre de l'extérieur, des organismes ou des sociétés humaines travaillés par des enjeux de plus en plus complexes et contradictoires**, ayant accumulé des compétences et des modes d'actions foisonnants et d'une grande diversité.

La position de l'analyste, le point de vue d'où il se situe, détermine cette difficulté. S'il est à l'intérieur d'un système donné, il ne possède plus le recul nécessaire pour en analyser les enjeux et mettre en perspective ce qui s'y joue. S'il est situé à l'extérieur du système qu'il examine, il ne peut décrypter, par manque de temps et par insuffisance de ses grilles d'observations, la totalité des procédures et des tensions qui travaillent l'environnement qu'il tente de comprendre.

Dans les trois cas présentés, les représentations faussées sur ce qui est étranger, viennent perturber toutes les tentatives d'explication d'une situation donnée.

Les scientifiques ont, eux aussi, des difficultés particulières: même s'ils disposent de davantage de temps que le journaliste ou le consultant, ils souffrent d'un autre travers. Ils analysent une situation donnée avec les outils qui sont propres à leurs disciplines: ainsi, un établissement public étudié par un économiste, un sociologue, un ethnologue donnera lieu à trois mémoires radicalement différents, analysant pourtant une même situation. Or, la réalité de cet établissement public se trouvera plutôt au croisement de ces différentes approches. Là encore, les présupposés et les invariants d'une école de pensée vont prendre le dessus sur la spécificité particulière d'une situation donnée.

De plus, les focales choisies dans une recherche sont tellement précises que l'objet étudié ne l'est pas toujours en tenant compte de son contexte, ou d'une façon bien souvent fragmentaire.

Cette difficulté à comprendre la complexité du réel se retrouve bien entendu dans le travail des journalistes. Nous sommes tous victimes du flot gigantesque d'informations déversé par des médias de plus en plus envahissants et réactifs.

Dans une interview (Revue clés, avril 2013) portant le titre évocateur suivant: *Ebriété informative, l'information est-elle toxique?* la journaliste de radio Ilana Moryoussef, tente de décrire le flot d'informations qui, chaque jour, nous submerge: "c'est comme si nous étions entourés de moustiques qui nous piquent de tous côtés: nous recevons des infos, des stimulations permanentes".

Elle émet un avis négatif sur le travail des journalistes: "nous disposons d'une masse d'informations, nous avons en principe une très grande liberté, et alors pourquoi disons-nous tous la même chose?".

La masse sans cesse renouvelée d'informations brutes finit en effet pour empêcher toute tentative cohérente d'analyse lucide des événements, elle renforce les stéréotypes et ne permet pas une compréhension distanciée, elle n'autorise aucune prise de hauteur, de prise de recul, dans le temps et dans l'espace.

Nous sommes comme des spectateurs qui regarderaient une mosaïque murale, le nez collé à l'oeuvre, découvrant chaque seconde une nouvelle unité de couleur (tesselles) mais incapable de comprendre le sens général de l'oeuvre puisque ne pouvant l'admirer dans son ensemble.

Faut-il alors désespérer et ne plus croire au travail des scientifiques, des journalistes et des experts? Bien entendu, la réponse est heureusement négative.

Mais pour permettre de comprendre le monde qui nous entoure, il ne suffit plus de s'entourer des professionnels énumérés jusqu'à présent, il faut aussi faire appel à d'autres catégories auxquelles on fait rarement référence:

1-D'abord **l'intellectuel de terrain**. Il s'agit souvent d'un universitaire, un scientifique qui, dans sa démarche de recherche, s'est donné les moyens de **s'investir, sur le long terme, sur un terrain spécifique** qu'il a analysé avec ces outils scientifiques propres mais aussi le bon sens qui naît d'une longue connivence avec la réalité. Intellectuel, il est capable, d'autre part, de relier ce terrain longuement apprivoisé, avec des concepts généraux. Il relie donc le particulier au général, le local au global.

2-Ensuite, et surtout, il faut s'appuyer sur des **experts de terrain**: le monde vu par un praticien du terrain capable d'une posture intellectuelle de recul.

Au sein des populations de chefs d'entreprises, des cadres de structures complexes, administration, structure publique ou privée, il existe des individus capables de faire ce travail qui met en perspective le travail de terrain avec son contexte historique et avec les notions importantes nécessaires à sa compréhension. Fortement impliqué dans un territoire donné, ayant acquis, au fil des années, des compétences particulièrement solides, ils disposent d'un recul sur leur pratique, sur les institutions et sur les partenaires avec lesquels ils travaillent.

Prenons un exemple: les directeurs de centres sociaux sur la commune de Marseille. Comme toute population de cadres, elle est composée d'individus disparates. Certains sont incompetents, d'autres sont particulièrement competents. Mais parmi ces derniers, il en existe très peu qui ont, aussi, une longue expérience, une longue connaissance des quartiers marseillais, une connaissance approfondie de l'éducation populaire et du travail de fourmi réalisé depuis des décennies par ces structures. Ces individus experts praticiens dans leur domaine représentent un ou deux pour cent d'une population particulière.

Si un journaliste, ou un scientifique, vient questionner, au hasard, un directeur de centre social, il pourra avoir des réponses disparates et très imprécises. S'il vient voir un de ces directeurs experts dans leur domaine, il va disposer d'une analyse fine et complète de la situation.

Conclusion: la situation de plus en plus complexe de chaque sujet mérite d'aller chercher les seules personnes qui en ont une vision à la fois globale et précise: les experts de terrain.

Revenons à notre premier exemple du tabac: un journaliste n'aura pas le temps d'une analyse approfondie qui aurait pu lui permettre de comprendre comment l'industrie utilisait la recherche à son profit.

L'universitaire, partie prenante du phénomène, n'aura pu délivrer une analyse juste puisqu'il était impliqué.

Seuls les fonctionnaires, cadres de la lutte anti-tabac, les plus impliqués, connaisseurs de ce dossier depuis longtemps auraient pu établir une analyse juste de la situation. Ils devaient se compter sur les doigts d'une main et on peut parier que personne ne leur a demandé leur avis !

En savoir plus sur <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-74909-de-la-complexite-a-la-difficulte-de-comprendre-le-monde-actuel-1016737.php?hx8luUSvDw3zzSOe.99>

Pourquoi nous ne comprenons rien à la crise?

Depuis quelques mois, on voit apparaître des propos d'experts ou de journalistes qui nous parlent de la "sortie de crise" et qui cherchent "le bout du tunnel". Cinq ans de crise, c'est bien long, et, en général, cela finit par finir ! Donc, on l'attend cette fin de crise, elle doit arriver, elle est -à chaque fois- venue, elle va revenir et on guette -telle soeur Anne dans sa tour- les signes annonciateurs de son retour.

Les experts économiques nous disent maintenant que la reprise de l'activité commencera "le dernier trimestre de 2013" et nous avons oublié qu'il y a un an -à peine- ils nous parlaient, sûr et confiant en l'avenir, du "dernier trimestre de 2012". En 2009, ils évoquaient déjà 2010 puis 2011!

La croissance doit revenir, telle la cavalerie, nous sauver de la méchante récession. C'est dans l'ordre des choses et, rivés à nos transistors et à nos écrans, nous répétons tous la même antienne incantatoire.

En attendant, "pour tuer le temps", nous cherchons les responsables de cet état de fait. A d'autres périodes, on ferait appel à la colère persistante des Dieux pour monter une explication rationnelle crédible. Aujourd'hui, nous sommes plus triviaux. Le commun de la population se contente de râler contre les politiciens et les technocrates : "ils ne font rien" et "ils s'en mettent plein des poches" sont des explications qui évitent d'aller plus loin.

Les analystes politiques se veulent plus subtils. Pour les keynésiens, et autres gens de gauche, on appelle à l'aide le dieu Relance. Seule, une bonne politique de reprise, à coup d'argent public sorti du chapeau de ce magicien professionnel, nous fera repartir et nous entraînera vers une nouvelle période de félicité heureuse et de joyeux consumérisme.

Pour les partisans de la rigueur, et autres gens de droite, on se réclame, au contraire, des dieux Rigueur et Liberté économique. Insatisfaits de leurs omniprésences depuis deux décennies, ils en veulent encore plus, telle des drogués à la recherche de leur dose, ils cherchent toujours le Nirvana de ce trip idéal: une société sans Etat et sans aucune contrainte.

Cette interminable querelle n'empêche pas le malade de s'étioler, soumis successivement aux prescriptions successives de nos doctes médecins économiques.

Certains tentent alors de prendre davantage de recul. Les économistes se prennent alors pour des historiens. Pendant deux ans, on nous a sorti la comparaison avec la crise de 1929, elle a alimenté tous les discours sérieux jusqu'à épuiser ses charmes : on y découvrait surtout les différences entre 1929 et 2008. Ne trouvant aucune similitude, nous avons fini par abandonner l'histoire de 29.

La grande mode, aujourd'hui, c'est le déclin de l'Empire romain. Cela fait bien dans le discours, cela fait celui qui a de la hauteur ou de la profondeur de vues, cela fait sérieux. Cela permet une confortable analyse où l'Occident serait soumis à la pression de barbares qui prennent la forme des pays émergents.

Mais, on nous dit, maintenant, que le ralentissement économique atteint aussi ces pays-là. L'analogie s'écroule donc: si

la Chine est -elle aussi- touchée, les discours autour de l'expansion et du déclin des civilisations se sont affaiblis à leur tour.

Soucieux de rester au-dessus de la mêlée, le savant économique doit trouver d'autres champs explicatifs. Il fait maintenant appel à l'anthropologie, cherchant dans la "course au bonheur" et aux "biens matériels" une explication rationnelle. Il décrit la crise "existentielle" et se décrit d'abord lui-même : en réalité, il n'a plus rien à proposer, ni explications rationnelles, ni solutions réalistes.

L'expert ne voit plus rien d'intéressant, n'explique plus rien de convaincant, ne propose plus rien de pertinent pour nous en sortir. Chroniqueurs des grands médias, universitaires professeurs dans les écoles les plus prestigieuses, auteurs de bouquins et d'articles lus par des quantités considérables de gens sérieux, toutes ces personnes (souvent les mêmes!) impressionnent par la vacuité croissante de leurs discours.

Pour comprendre ce désastre immense de la pensée intellectuelle, on fera appel -ici aussi- à l'historien. Mais, on ne fera pas l'erreur de faire référence à une époque particulière de notre passé. L'historien, le vrai, déteste d'ailleurs cela. Il craint -par-dessus tout- la démarche analogique, source d'erreurs et de confusion. Aucune époque ne peut être comparée à une autre car chacune se signale par ses singularités.

Relisons plutôt un grand historien français, de réputation mondiale, Fernand Braudel. Il distinguait trois temporalités historiques.

D'abord, le temps court, l'histoire événementielle, l'agitation de surface. C'est ce que le flot constant de l'actualité nous apporte en vagues continuelles. Ce temps ne permet pas d'analyser sereinement ce qui se passe, collés au guidon du flot des événements, nous ne comprenons rien : le débat sur le prix de l'essence succède à celui sur le gaz de schistes, suivi de celui du cumul des mandats. Nous ne voyons pas le lien entre chaque micro-fait. Nous sommes devant un puzzle éparé dont aucune pièce n'est reliée.

Ensuite, Braudel parle du "temps social", le temps lentement agité des groupes humains. Chaque société produit ses intellectuels et ses décideurs. Ceux-ci sont outillés pour comprendre la société dans laquelle ils vivent. A l'échelle de la décennie, on peut tenter des analyses sur "le devenir des classes moyennes" ou sur "le phénomène de la péri-urbanisation". Nos experts et nos universitaires en sont là: ils sont outillés pour comprendre leur monde en devenir avec les outils légués par les professeurs qui les ont formés.

Enfin, Braudel distingue "le temps géographique", le temps presque immobile des changements qui ne peut se comprendre qu'à l'échelle du siècle. Bien souvent, l'historien comprend, a posteriori, bien longtemps après, le mouvement long de l'Histoire : l'essor de l'Europe pendant les grandes découvertes n'a pas été analysé par les commentateurs de l'époque; le basculement du centre du monde de l'Europe vers l'Amérique n'a été compris que dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Seuls quelques intellectuels visionnaires ont compris ce qui s'était passé.

Pourquoi cette cécité de la majorité des intellectuels et des experts? Influencés par leur histoire personnelle et par les événements qu'ils ont vécus dans leur jeunesse, ils ne voient pas venir les nouveaux paradigmes des évolutions futures. Ils analysent la crise actuelle en relisant Keynes ou Friedman -des hommes du siècle précédent- et ne comprennent plus rien ! Ils n'ont pas le recul suffisant pour trouver dans le flot événementiel, les véritables explications.

Prenons un exemple: l'augmentation soutenue et durable des prix des denrées agricoles qui ont doublé entre 2006 et 2011. Le citoyen moyen, au gré du flot événementiel, en reste à des explications simples ("certains s'en mettent plein les poches"), elles ne sont pas fausses, mais ne suffisent pas à comprendre ce qui se passe.

L'expert, outillé de ses multiples outils d'analyse performant, examine avec précision ce qui se passe : il nous parle de l'augmentation des épisodes de dérèglement climatique, de plus en plus fréquents. Il analyse le poids des politiques publiques des Etats qui vont restreindre les exportations, les effets des politiques de soutien aux agro-carburants, les changements d'habitude alimentaire dans les pays émergents au profit de la viande. Il pointe les limites atteintes des "Révolutions vertes" lancées dans le dernier quart du XX^{ème} siècle. Il peut aussi étudier l'influence croissante de la spéculation des marchés sur les matières premières agricoles.

Selon ses opinions, il accordera une importance plus ou moins variable à ces différents facteurs. Chacun d'entre eux est exact et la combinaison de toutes ces explications forme un ensemble rationnel et cohérent. Et pourtant, avec tous ce travail fouillé d'analyse, l'essentiel échappe à notre intellectuel expert. Il a minoré la clé fondamentale de cette situation : la population mondiale est passée de 5,3 milliards en 1993 à 7 milliards en 2012. En 19 ans, la demande s'est accru de 1,7 milliard de bouche à nourrir. Voilà la seule explication que retiendront nos descendants pour expliquer ce qui s'est passé.

Cet exemple permet de comprendre la cécité de nos intellectuels et experts qui nous inondent d'analyses toutes fausses et dépassées : la crise ne va pas s'arrêter parce que c'est une crise globale et totalement inconnue.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Humanité, nous sommes trop nombreux pour les ressources dont nous disposons : matières premières, terres agricoles, terres constructibles, alimentations. Nous atteignons le plafond de verre de nos ressources.

Or, nos intellectuels et experts n'ont rien lu sur cette éventualité. Ils n'ont pas connu ce type de crise. Ils ne savent pas l'imaginer. Ils ne peuvent la concevoir. Hors de leur entendement et de leur culture professionnelle, ils prennent cette hypothèse pour les divagations d'écologistes illuminées.

Finalement, les experts économiques et les chroniqueurs mondains se trouvent dans la même situation que les généraux et les dirigeants européens en 1914. Habités aux guerres de mouvement rapide du XIX^{ème} siècle, ils ne pouvaient concevoir la guerre de tranchées. Les pacifistes passaient pour des plaisantins ou des traîtres. La guerre fut interminable et meurtrière.

La crise actuelle est une crise qui sera -elle aussi- longue. Il faudra bien que l'opinion et nos beaux parleurs, en leur chaire, se résignent. Il faudra bien qu'ils finissent par l'admettre. Notre crise est, fondamentalement, une crise de l'insuffisance des ressources qui va s'étendre à l'ensemble du monde.

En 1914, personne n'avait compris Sarajevo, une petite crise diplomatique qui allait se résoudre. Personne n'avait prévu l'extension à la planète d'une guerre longue et meurtrière.

En 2008, la crise des subprimes a été comprise comme une petite crise économique. Et, dans les années suivantes, personne ne semble avoir compris que la crise va devenir mondiale et qu'elle va bouleverser en profondeur nos sociétés.

La récession durable

Dans nos sociétés complexes où l'information circule en flot continu, on peut observer ce fait indéniable : il n'y a aucun rapport, aucun lien entre le développement durable et la crise économique.

La crise économique est un sujet récurrent dans les médias depuis 2008: elle (pré)occupe le personnel politique, les médias, les économistes et les citoyens qui en entendent parler tous les jours. Crise des subprimes, crise de la dette, chômage croissant, ralentissement dans les pays émergents, elle est partout, sous des formes diverses.

Les intellectuels tentent de l'analyser avec les grilles du passé: crise de 29, crise de 73, déclin de l'Empire romain. Le consommateur et le chômeur font le dos rond en attendant qu'elle passe. Le journaliste et l'expert guette la reprise. Car, la crise est, par définition, cyclique. Elle est condamnée à disparaître. Chacun attend sa fin. Chacun guette le taux de croissance, le seul indicateur important.

Personne ne fait le lien entre la crise et le développement durable. Il s'agit de deux mondes, deux champs de réflexion qui n'ont rien à voir.

Le développement durable est un sujet qui préoccupe moins de gens: les géographes et les écologistes essentiellement. Elle est pourtant dans les programmes scolaires de tous les collégiens et lycéens de France. Dans les manuels de géographie et dans les livres qui lui sont consacrés, on parle de biodiversité, du cycle de l'eau, de l'avenir énergétique. On y réfléchit à la préservation des ressources, à la satisfaction des besoins des populations. On cherche les liens entre société, économie et environnement.

Le développement durable suppose de prendre de la hauteur par rapport aux convulsions du monde, de regarder la planète du haut d'un hélicoptère, comme le fait Yann Arthus-Bertrand, de scruter l'évolution des paysages. Le développement durable regarde vers l'avenir. Il tourne le dos aux crises actuelles et imagine un monde meilleur à l'échelle des décennies à venir.

Les deux concepts, les deux réflexions évoluent chacune de leur côté, sans jamais se joindre, comme si le développement durable n'avait rien à voir avec le taux de croissance, comme si la crise économique était un phénomène sans aucun rapport avec l'idée de développement.

Deux systèmes de pensée, dominés pour l'un par les économistes, pour l'autre par les géographes. Deux manières de regarder notre monde et notre planète. Deux mondes qui s'ignorent.

Et pourtant, dans les raisonnements des uns et des autres, le lien -tênu- est là: les économistes évoquent le coût croissant des ressources comme un facteur explicatif -parmi d'autres-. Le développement durable considère l'économie comme un champ d'analyse en interrelation avec d'autres champs de réflexion.

Personne ne fait cependant un lien direct, n'esquisse une relation analogique entre ces deux univers. Personne ne voit la crise actuelle comme un échec du développement durable. Personne ne cherche à comprendre le lien puissant entre l'offre déclinante de multiples ressources et la demande croissante de ces mêmes ressources. Personne n'envisage le ralentissement généralisé de l'économie mondiale, la crise durable que nous vivons comme un processus qui puisse avoir ses racines dans les tensions qui -partout- augmentent sur la planète entre des ressources insuffisantes pour des populations en demande de consommation.

La récession s'étend, le ralentissement économique se généralise. Et ce processus en cours n'est que le premier écho d'un échec d'un développement durable espéré. La crise sera durable. Les économistes, aveuglés par le décollage économique des pays émergents depuis une décennie, ne le voient pas.

Les acteurs du système économique sont préoccupés par l'évolution des profits et des richesses. L'argent guide leur décision. Ils ne voient pas, ils ne voient plus que le monde est fait aussi de paysages et ressources matérielles et naturelles. Ils n'observent plus les transformations inexorables des paysages qu'ils parcourent tous les jours. Ils ne font pas de lien entre la baisse tendancielle des profits depuis 30 ans, accentués durablement depuis la crise de 2008, et la dégradation anthropique de l'environnement dans lequel ils vivent.